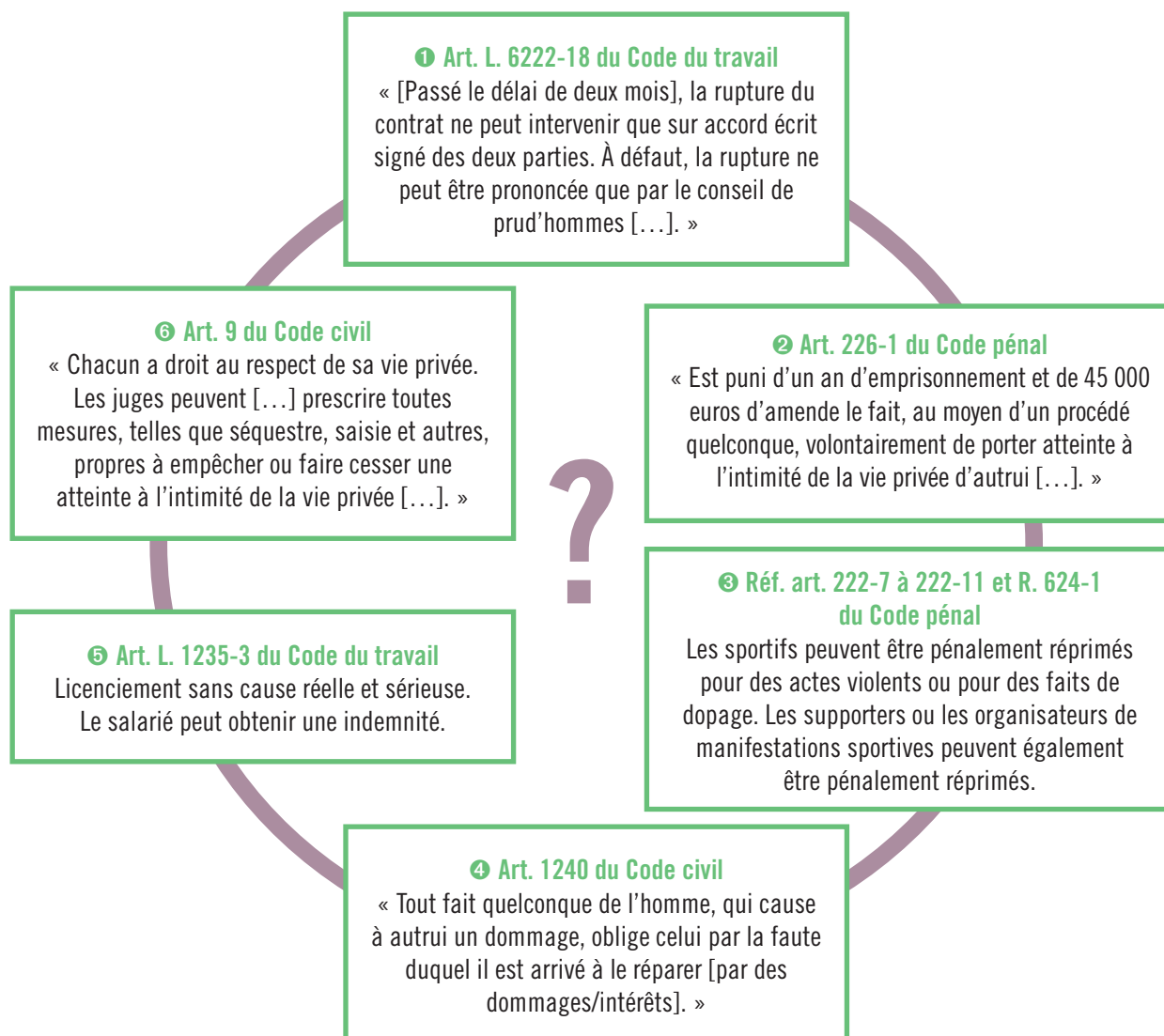


DOC 12 Extraits d'articles



11 Complétez le tableau suivant à partir des extraits d'articles du doc 12.

Situations	Y a-t-il violation d'une règle de droit ?		Numéro d'extrait et justification	Sanctions applicables (numéro d'extrait)
	Oui	Non		
Après son bac, Sarah a signé un contrat d'apprentissage pour préparer un BTS. Au bout de six mois, son employeur lui indique qu'il met fin à ce contrat.				
Par jeu, Pedro et Kevin ont pris une photo d'un de leurs professeurs sans autorisation et l'ont postée sur un réseau social.				
À la suite d'un placage au rugby, Gilles a involontairement blessé Abdel.				

B Les faits juridiques

DOC 2 Une sortie qui finit mal



Julia a reçu un nouveau scooter pour son anniversaire. Elle est pressée d'aller l'essayer et décide donc de sortir à côté de chez elle. Elle tente de rouler sur une seule roue et percute alors une voiture en stationnement. Son scooter est cassé et la voiture est profondément rayée.

DOC 3 Code civil, art. 1240

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer »

4 Indiquez si la dégradation de la voiture résulte d'un acte volontaire.

.....

.....

5 Rappelez les conséquences juridiques pour Julia et indiquez pourquoi ces conséquences ne sont pas voulues.

.....

.....

.....

6 Formulez en conséquence une définition d'un fait juridique.

.....

.....

7 Précisez pour chacune des situations s'il s'agit d'un acte ou d'un fait juridique et justifiez votre réponse.

Situations	Acte juridique	Fait juridique	Justification
Emmanuel a acheté une télévision dans une grande surface.			
Marina s'est fait voler son sac à main dans la rue.			
Noah s'est battu dans la cour de son école. Il a bousculé un élève qui, en tombant, s'est cassé le bras.			
Odile a légué par testament sa collection de timbres à sa cousine.			

2

La charge de la preuve

A Le principe de base

DOC 4 Article 1353 du Code civil

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.
Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1 Indiquez d'une manière générale sur qui repose la charge de la preuve.

.....

2 Expliquez ce que peut faire le défendeur.

.....

DOC 5 Un voyage de rêve



Le responsable de l'agence de voyage : « Signez ici M^{me} et M. Vinot. Je vous garantis un voyage paradisiaque dans un hôtel avec vue sur la mer. »



Une fois arrivés sur leur lieu de vacances, M. et M^{me} Vinot se retrouvent dans un hôtel miteux avec vue sur un mur de béton. Ils sont très mécontents.

© Foucher

3 Présentez la nature du problème.

.....
.....
.....

4 Identifiez le(s) demandeur(s) et le défendeur.

.....
.....

5 Précisez qui a la charge de la preuve et ce qui doit être prouvé.

.....
.....

6 Expliquez ce que devra faire l'agence de voyage.

.....
.....
.....

3

Les moyens de preuve

A La preuve des actes juridiques

DOC 8 Le testament

L'oncle de Tania lui a toujours dit qu'à sa mort, il lui léguerait sa belle maison en bord de mer, dans laquelle Tania a tous ses souvenirs de vacances. Il le lui a encore répété l'année dernière devant toute la famille. Quelques jours après le décès de son oncle, le jour de la succession, Tania est sûre de ses droits. Cependant, le notaire l'informe qu'elle n'a droit à rien car son oncle avait fait il y bien longtemps un testament, rédigé dans son étude et conservé chez le notaire.

Quelques jours plus tard, Tania retrouve dans la maison de son oncle, un papier dans le bureau. Dans cet écrit qui s'intitule « testament », son oncle indique qu'il lègue sa maison à Tania. Elle retourne donc voir le notaire.

Le notaire lui explique qu'il s'agit d'un acte sous seing privé, c'est-à-dire signé uniquement par son oncle et que celui-ci a donc moins de force que l'acte authentique, c'est-à-dire rédigé par un officier public (notaire par exemple).

1 Listez les différents types de preuve qui apparaissent dans la situation ci-dessus.

.....

.....

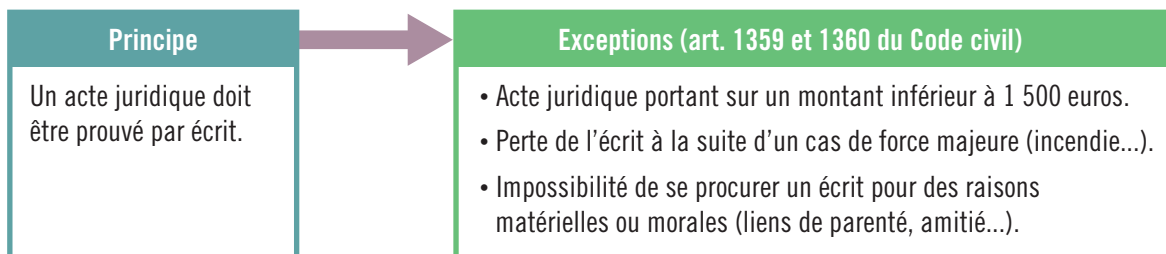
.....

2 Expliquez ce qui justifie que le testament rédigé chez le notaire ait une force probante plus grande que les autres types de preuve.

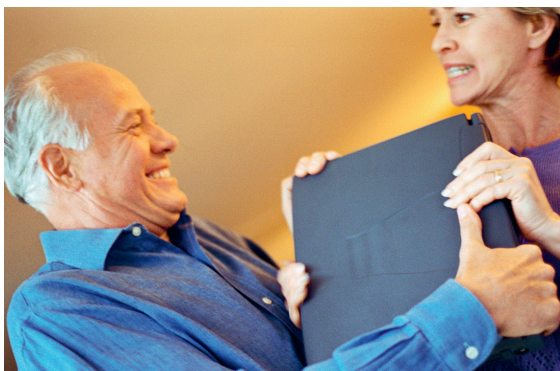
.....

.....

DOC 9 La preuve par écrit est-elle toujours obligatoire ?



© Foucher



« Il est à moi ! »
« Non à moi ! »

3 Déterminez, pour la situation ci-contre, si le juge exigera un écrit comme preuve de la propriété de l'ordinateur.

.....

.....

.....

.....

B La preuve des faits juridiques

DOC 10 Dégât des eaux



La voisine du dessus a oublié de fermer le robinet de sa baignoire, la baignoire déborde, l'eau goutte chez le voisin du dessous.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

La preuve par tous moyens pour éviter une amende



<http://tinyurl.com/z8anpwh>

2'54

4 Expliquez s'il s'agit d'un fait ou d'un acte juridique.

.....

.....

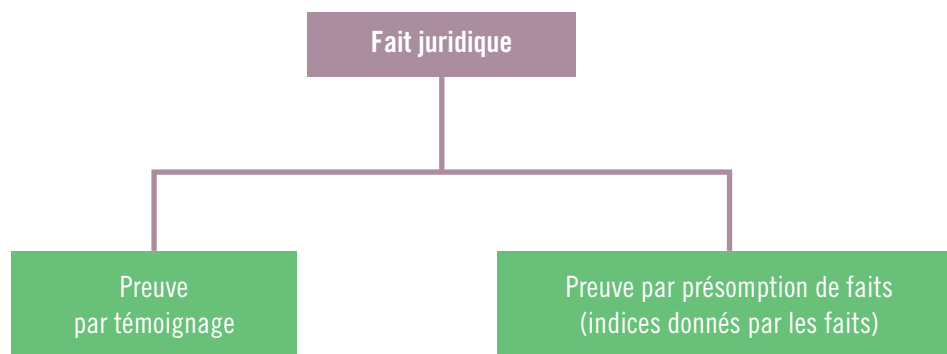
5 Expliquez pourquoi un écrit n'est pas nécessaire.

.....

.....

DOC 11 La liberté de la preuve des faits juridiques

Selon l'article 1358 du Code civil :



6 Illustrez par un exemple les deux types de preuves qui sont acceptés pour les faits juridiques.

• Témoignage :

.....

.....

.....

• Présomption de faits :

.....

.....

.....

Document 4

Article 1353 du Code civil

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.
Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement
ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Document 5

Article 1359 du Code civil

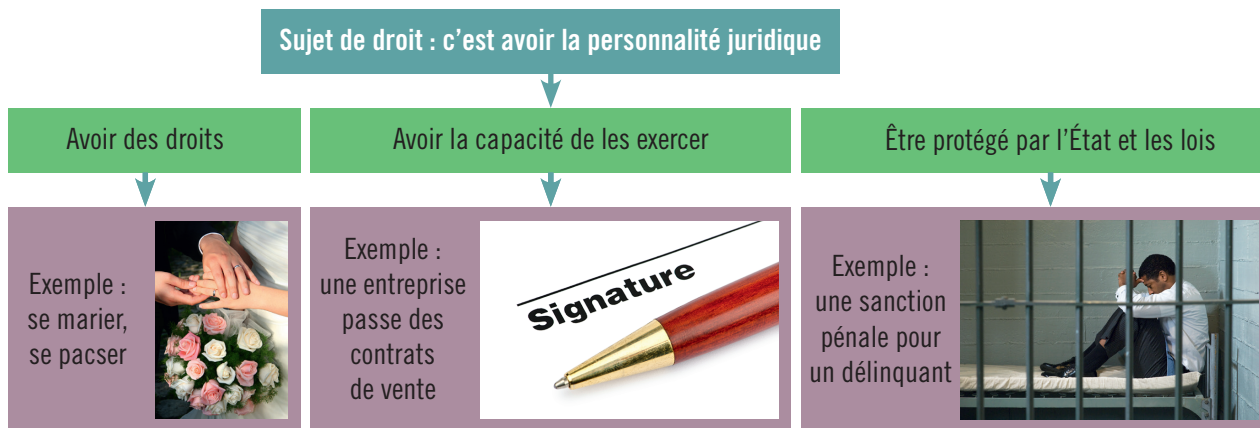
Au-delà de 1 500 euros, l'acte juridique doit être passé par écrit.

3

Les droits attachés à la personnalité juridique

A Être un sujet de droit

DOC 12 Les prérogatives du sujet de droit



DOC 13 Droit, capacité et protection

		Droit	Capacité	Protection
Situation 1	Julie (15 ans) et Medhi (16 ans) ont décidé de se marier cette année.			
Situation 2	La SA Rollet vend des circuits imprimés à l'étranger, hors Union européenne.			

- 1 Précisez pour chaque exemple si les personnes ont les droits, la capacité et la protection.
- 2 Indiquez ce qui peut limiter un sujet de droit quant à l'exercice de ses droits.

DOC 14 Un joueur maladroît



© Foucher

DOC 15 Article 1242 du Code civil

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. [...] Le père et la mère, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. [...]

- 3 Précisez si la phrase prononcée par le monsieur du doc 14 est ou non conforme à l'article du Code civil présenté dans le doc 15.

.....

.....

.....

.....

1

La classification des droits

A Distinguer un droit objectif d'un droit subjectif

DOC 1 Une étoile qui n'a pas brillé dans le ciel...

On avait presque fini par oublier les démêlés de JoeyStarr avec la justice... Mais aujourd'hui, sa condamnation pour avoir frappé une hôtesse de l'air en novembre 1998 ressurgit. [...] La victime, Lucie Mustel, 35 ans, est en colère. Quinze ans

après les faits et huit ans après la condamnation, elle tente toujours d'obtenir les 40 000 euros que JoeyStarr devait lui verser au titre de dommages et intérêts.

www.purepeople.com, 09/01/2014

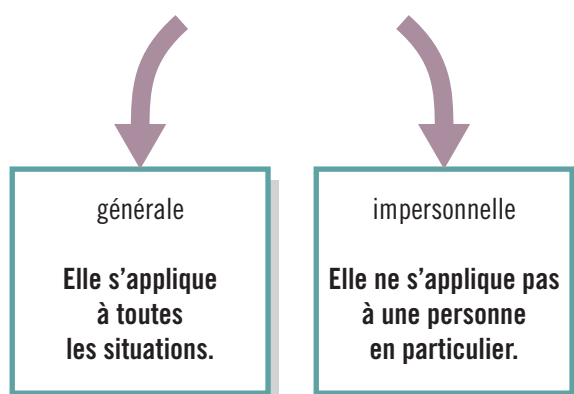
DOC 2 Le droit à l'intégrité physique

Chacun a droit au respect de son corps. [...]

Article 16-1 du Code civil

DOC 3 Passer d'un droit général et impersonnel à un droit pour une personne

Le droit objectif désigne une règle de droit qui est



- Exemple de l'article 1240 du Code civil qui oblige à réparer les dommages que l'on cause à autrui.

Dans la vie quotidienne, les personnes physiques et morales vivent des événements pour lesquels une règle de droit objectif peut s'appliquer (ex. : M. Chen casse les lunettes de M. Ngyen en le bousculant). L'application de ce droit objectif à cette situation précise va créer un droit subjectif dont peut se prévaloir cette personne (ex. : M. Chen va rembourser ses lunettes à M. Ngyen).

© Foucher

1 Remplissez le tableau en qualifiant les composantes de « l'affaire » JoeyStarr.

	Un droit objectif	Un événement pour une personne	Un droit subjectif
JoeyStarr a frappé une hôtesse de l'air en novembre 1998.			
Chacun a droit au respect de son corps.			
JoeyStarr doit verser à L. Mustel 40 000 € de dommages et intérêts.			

2 Indiquez, dans le tableau ci-dessous, quelle est la personne à l'origine de...

La règle de droit (droit objectif)	Un événement de la vie quotidienne (des faits)	L'application du droit objectif aux faits
<input type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input type="checkbox"/> Un juge <input type="checkbox"/> Le pouvoir législatif	<input type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input type="checkbox"/> Un juge <input type="checkbox"/> Le pouvoir législatif	<input type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input type="checkbox"/> Un juge <input type="checkbox"/> Le pouvoir législatif

1

La formation du contrat

A L'accord de volonté entre les parties

DOC 1 L'engagement réciproque des parties



L'OGC Nice poursuit sa politique de formation. Ainsi, au lendemain de la signature d'un premier contrat professionnel pour Vincent Koziello (19 ans), c'est un autre milieu de terrain, Albert Rafetraniaina, 18 ans, qui prolonge l'aventure. Le Franco-Malgache, devenu en octobre 2012 face à Reims le plus jeune joueur à disputer un match avec le club de Nice à 16 ans et 27 jours, a paraphé un contrat d'une durée de cinq saisons : deux nouvelles saisons de formation suivies automatiquement d'un contrat professionnel de trois ans.

© Foucher

1 Citez les parties au contrat.

.....

2 Précisez le type de contrat qui lie Albert et l'OGC Nice.

.....
.....

3 Identifiez les engagements réciproques des parties (OGC Nice et Albert).

.....
.....
.....
.....
.....

DOC 2 Le contrat est un accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes

Un contrat se forme lorsqu'une personne s'engage envers une ou plusieurs autres personnes. Par exemple, un garagiste s'engage à réparer votre scooter en contrepartie du paiement indiqué dans le devis.

L'accord de volonté et d'engagement peut être écrit (par exemple, un contrat de travail en CDD),

ou bien simplement verbal (acheter du pain à la boulangerie). Dans ce dernier cas, seul l'échange du consentement suffit.

Cet accord de volonté crée ensuite des obligations entre les parties, dans l'exemple de la boulangerie, donner le pain et payer le prix.

© Foucher

DOC 3 Article 1101 du Code civil

« Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. »

www.legifrance.gouv.fr

4 Indiquez comment se forme le contrat lors de l'achat d'un DVD chez un commerçant (doc 2).

.....
.....
.....

5 Précisez à quel type d'obligation principale est tenue une personne qui vend sa tablette numérique.

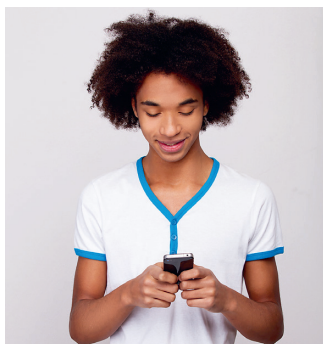
.....
.....
.....

2

Les conditions de validité d'un contrat

A La capacité de contracter

DOC 6 L'achat d'un iPhone 6



Damien, 14 ans, a cassé son iPhone 4 et, comme tous les jeunes, il n'envisage pas de rester sans téléphone. Il décide donc d'acheter un autre téléphone et consulte les petites annonces sur leboncoin.fr. Il pense qu'un iPhone 6 serait l'idéal, surtout qu'il a 700 € dans sa tirelire. Une annonce attire son attention : un iPhone 6 est à vendre pour 650 € et le vendeur est situé à seulement 3 kilomètres de son domicile.

Il rencontre le vendeur, achète le portable et paie en espèces la somme de 650 €. Le soir même, ses parents sont très surpris que le vendeur ait accepté de vendre le téléphone à un mineur. Ils décident de contacter le vendeur pour annuler la vente.

DOC 7 Les mineurs non émancipés

Lorsqu'un mineur n'est pas émancipé, il n'a pas la capacité juridique de signer tout type de contrat. L'intérêt est de le protéger, ainsi que ses biens. Dans le cadre d'un contrat de vente, les parties doivent avoir la capacité juridique de contracter. Le mineur non émancipé doit être autorisé par son représentant légal. L'âge de la majorité en France est fixé à 18 ans. Dans le cadre d'un achat courant, un mineur peut acheter sans la présence de ses parents (achat d'un livre).

© Foucher

DOC 8 Article 1145 du Code civil

« Toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. »

www.legifrance.gouv.fr

1 Rappelez la règle qui conditionne la réalisation du contrat de vente entre Damien et le vendeur du téléphone portable.

.....

.....

.....

.....

2 Précisez ce que peuvent faire les parents de Damien.

.....

DOC 9 L'incapable majeur

La maladie, le handicap, l'âge, peuvent altérer les facultés d'une personne et la rendre incapable de défendre ses intérêts. Le juge peut décider d'une mesure de protection juridique envers le majeur à protéger (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice).

© Foucher

3 Indiquez s'il est nécessaire de protéger la personne qui souhaite passer un contrat.

Situations	Oui	Non
Bernard est passionné de jeux. Tous les mois il dépense la totalité de son salaire au casino.		
Pierre, 40 ans, souhaite vendre sa maison de campagne.		
Johan, 17 ans, se rend dans un magasin pour acheter une paire de tennis.		
Virginie est majeure : elle souffre de la maladie d'Alzheimer et ne se souvient plus de ses avoirs en banque. Un commercial lui vend un appartement sur catalogue.		

1

La force obligatoire des contrats

A À l'égard des parties

DOC 1 Réparation d'une voiture



Brice amène sa voiture chez le garagiste pour le changement des plaquettes de frein. Le garagiste fait signer à Brice un ordre de réparation (OR) en indiquant uniquement « contrôle et réparation du système de freinage ». Le lendemain, Brice retourne chez le garagiste pour récupérer sa voiture. Montant de la réparation : 1 560 €. Le garagiste lui indique qu'il a changé tout le système de freinage (disques, flexibles, plaquettes...). Brice ne veut pas payer la totalité, sachant qu'il n'a pas reçu de devis détaillé et que le montant de la facture est excessif. Le professionnel lui oppose l'ordre de réparation qui précise : « réparation du système de freinage ».

DOC 2 Le contrat doit être exécuté de bonne foi

Une fois engagées dans une relation contractuelle, les parties doivent exécuter le contrat de bonne foi, c'est-à-dire que les parties doivent être sincères dans la relation contractuelle, comme l'indique l'article 1104 du Code civil : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. »

© Foucher

1 Indiquez la nature du différend entre le garagiste et Brice.

.....

.....

2 Précisez si Brice peut invoquer la mauvaise foi du garagiste. Justifiez votre réponse.

.....

.....

DOC 3 L'obligation de respecter le contrat

Ce principe est posé par les articles 1103 (« Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. ») et 1193 (« Les contrats ne peuvent être modifiés ou révoqués que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise. ») du Code civil.

www.legifrance.gouv.fr

3 Complétez le tableau en précisant si le contrat est respecté et pourquoi.

Situations contractuelles	Réponses
Christelle décide de modifier son horaire de travail sans consulter son employeur.	
Sylvain souhaite résilier le contrat de location de son appartement avant la fin du bail. Son propriétaire est d'accord pour résilier avant terme.	
Un restaurant rapide décide d'augmenter le prix des hamburgers. Un affichage des prix indique de manière apparente cette augmentation.	

B L'exécution forcée

DOC 10 L'exécution en nature et l'exécution par équivalent



© Foucher

DOC 11 L'exécution forcée par le juge

L'inexécution de l'obligation contractuelle entraîne la responsabilité du débiteur. Le créancier peut mettre en œuvre une procédure de responsabilité contractuelle pour obtenir la réparation du préjudice. Le juge peut exiger l'exécution de l'obligation par le débiteur, selon l'article 1231-1 du Code civil : « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution [...] »

© Foucher

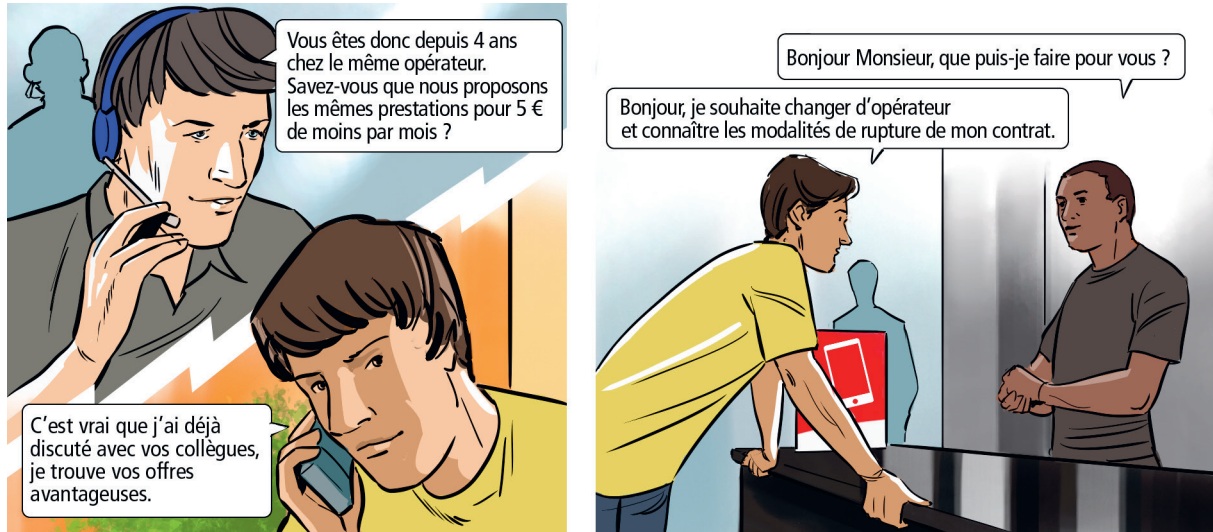
3 Cochez la caractérisation correspondante.

Inexécution de l'obligation	Exécution en nature	Exécution par équivalent
Yoko n'a pas payé sa facture d'électricité.		
Samuel est salarié dans un restaurant. Son contrat de travail lui interdit de travailler chez un autre restaurateur. Or il travaille une fois par semaine chez un concurrent.		
Yacine a emprunté 3 000 € à un ami. Il n'a pas payé une partie de sa dette.		
Une couturière se trompe dans les mesures d'un vêtement. Il ne peut pas être réparé.		
Lisa se lance dans le e-commerce. Elle n'a pas expédié le pantalon commandé par Damien.		
Sonia a confié son blouson en cuir à un pressing. Le blouson est taché à cause du produit utilisé par le professionnel.		
Younes a fait appel à un artisan pour réparer sa clôture. Il n'a pas fini les travaux.		
Claire est arrivée à une réunion avec trois heures de retard, à cause du retard même de son TGV.		

B La résolution et la résiliation du contrat

DOC 15 Abonnement téléphonique

Denis est client chez le même opérateur téléphonique depuis quatre ans. Régulièrement, il est sollicité par un opérateur téléphonique concurrent qui lui propose des offres très intéressantes.



© Foucher

DOC 16 La condition résolutoire et la résiliation

La résolution du contrat

permet l'anéantissement rétroactif du contrat. Il existe deux types de résolution :

1. conventionnelle : qui est prévue dans le contrat ;
2. judiciaire : qui est prononcée par le juge.

La résiliation du contrat

n'est possible que dans un contrat à exécution successive.

On ne peut pas effacer ce qui a déjà été réalisé.

Par exemple, dans un contrat de travail.

« La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans un contrat synallagmatique [...]. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté [peut demander la résolution du contrat]. »

Article 1225 du Code civil

4 Indiquez à Denis la qualification de la rupture de l'abonnement téléphonique. Justifiez votre réponse.

.....

.....

5 Complétez le tableau ci-dessous.

Relations contractuelles	Résolution	Résiliation
M ^{me} Doyen est locataire d'un appartement. Elle décide de changer de logement.		
Pierre achète une voiture et le véhicule présente des vices cachés.		
Laura vient de souscrire un contrat d'entretien pour sa voiture. Elle ne souhaite pas continuer ce contrat.		

Exécution forcée : obliger le débiteur à s'exécuter par des moyens de droit.

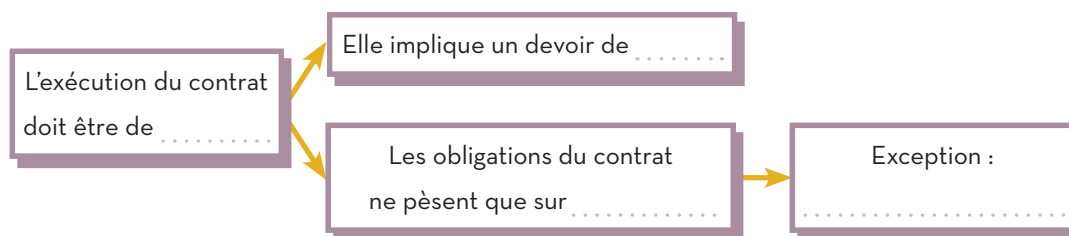
Mise en demeure : interpellation formelle du débiteur.

Résiliation du contrat : mettre fin au contrat pour l'avenir.

Résolution du contrat : annulation du contrat à effet rétroactif.

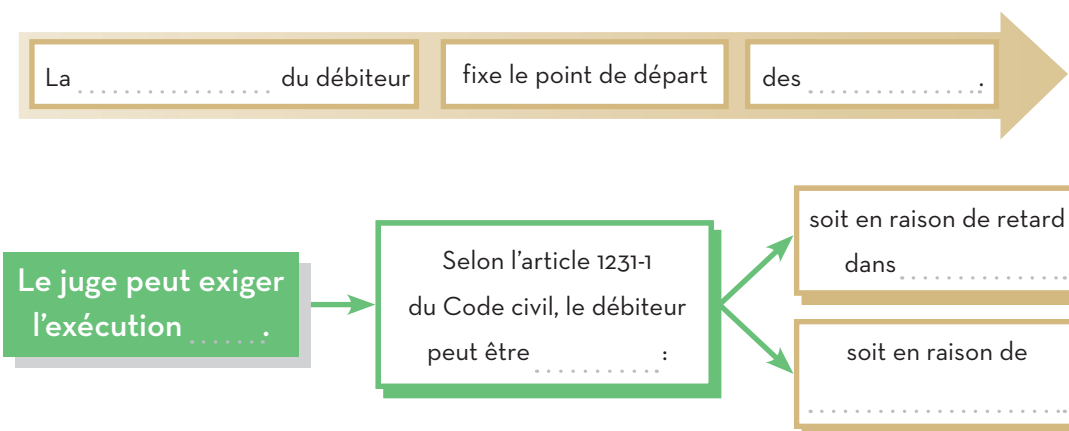
1

La force obligatoire des contrats



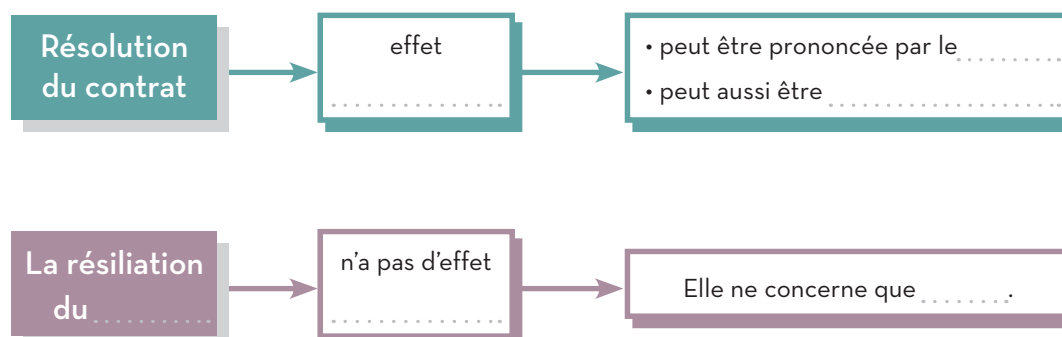
2

Les difficultés dans l'exécution du contrat



3

Les conséquences de l'inexécution des contrats



3

Des règles pour protéger le consommateur

A Les clauses abusives

DOC 10 Exemples de clauses abusives

Contrat	Réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les clauses du contrat.
Prix	Modifier les tarifs d'un abonnement sans en informer les clients.
Facturation	<ul style="list-style-type: none"> – Facturer des prestations non incluses dans le contrat. – Imposer le prélèvement automatique comme seul moyen de paiement.

© Foucher

DOC 11 Article L. 212-1 du Code de la consommation



Dans les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels ou consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties au contrat.

Le professionnel encourt une amende dont le montant peut atteindre 15 000 € pour une personne morale et 3 000 € pour une personne physique.

Une clause abusive dans un contrat est « réputée non écrite », ce qui veut dire que le contrat reste valable, sauf la clause abusive qui est considérée ne pas exister.

© Foucher

1 Précisez si la clause est abusive ou pas.

Situations	Abusive	Non abusive
Lola s'inscrit dans un club de judo. La cotisation sera prélevée obligatoirement sur son compte bancaire.		
Le fournisseur d'électricité vient de modifier ses tarifs après avoir demandé l'acceptation aux abonnés.		
Le vendeur ajoute la somme forfaitaire de 100 € pour les frais divers après que le contrat est signé par l'acheteur.		
Fabio et sa compagne viennent de souscrire un abonnement dans une salle de sport. Le contrat est établi en un seul exemplaire.		
Le devis que vous venez de signer indique que le prix peut varier en fonction du prix des métaux utilisés.		
Le propriétaire de l'appartement de Natacha met fin à la location sans préavis.		

© Éditions Foucher

B Le refus de vente ou de service

DOC 12 Les caractéristiques du refus de vente

Refus de vente légal

- Plus de produits en stock.
- Vente d'alcool aux mineurs.
- Le client est un mauvais payeur.
- Vente réglementée (vente d'armes).

Refus de vente illégal

- Refus de servir un repas à un adulte handicapé.
- Refus de vendre le dernier article exposé en vitrine.
- Refus d'un pharmacien de vendre des produits contraceptifs.



Article L. 121-11 du Code de la consommation :
« Est interdit le fait de refuser à un consommateur la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime [...] »

www.legifrance.fr

DOC 13 Sanctions du refus de vente ou de service

Sanctions du refus de vente (art. R. 121-13 du Code de la consommation)	
Sanctions pénales	Amende pour les contraventions de 5 ^e classe (1 500 €). Sanctions aggravées en cas de refus pour motif discriminatoire tel le handicap, la nationalité...
Sanctions civiles	Dommages et intérêts à la victime du refus.

Delphine Bazin, www.lextenso-editions.fr

2 Indiquez, dans les cas ci-dessous, si le refus de vente est licite ou illicite.

Situations	Licite	Illicite
Hassan se rend à la pharmacie pour acheter un médicament délivré sous ordonnance. Le pharmacien refuse de lui vendre ce médicament au motif qu'il n'a pas l'ordonnance du médecin.		
Un restaurateur refuse de servir un café à un client sous prétexte que la machine à café est éteinte.		
Un vendeur refuse à un de ses clients la vente d'un vase de luxe d'une valeur de 25 000 €. Le motif du vendeur est l'insolvabilité du client.		
M. Dumas est artisan électricien. Un de ses clients souhaite refaire son installation électrique en totalité. L'artisan, qui travaille seul, refuse de faire un devis en prétextant qu'il ne fait pas ce type de chantier. Il intervient uniquement dans le cadre de la sous-traitance.		

Document 2

Réforme du contrat lié à un démarchage

Depuis la loi Consommation du 17 mars 2014, le contrat hors établissement ou contrat conclu suite à un démarchage à domicile fait l'objet d'une profonde réforme visant à mieux informer le consommateur de ses droits.

Cette pratique de vente hors établissement peut mettre le consommateur en infériorité par rapport

au vendeur et le conduire à une commande qu'il regrettera peut-être. Les abus sont fréquents.

Quatre dispositions essentielles de protection :

- une information précontractuelle ;
- un délai de rétractation de quatorze jours ;
- la remise obligatoire d'un contrat ;
- l'interdiction de percevoir une contrepartie financière pendant le délai de sept jours.

www.service-public.fr

Document 3

Information précontractuelle

L'information précontractuelle vise à informer le consommateur sur les éléments importants du contrat hors établissement avant sa conclusion.

Le professionnel doit communiquer au consommateur, de manière claire et visible, plusieurs informations relatives au contrat de vente ou de prestation de services.

Ces informations concernent notamment :

- les caractéristiques essentielles du bien ou de la prestation de service ;
- son prix ;
- la date de livraison, si nécessaire ;
- l'identité et les coordonnées du professionnel ;
- l'existence ou non d'un droit de rétractation, les conditions, les délais et les modalités de la rétractation.

www.service-public.fr

Document 4

Article L. 221-18 du Code de la consommation

Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 221-23 à L. 221-25. Toute clause par laquelle le consommateur abandonne son droit de rétractation est nulle. Le délai mentionné au premier alinéa du présent article court à compter du jour :

- de la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article L. 221-4 ;

• de la réception du bien par le consommateur ou un tiers, autre que le transporteur, désigné par lui, pour les contrats de vente de biens et les contrats de prestation de services incluant la livraison de biens. Pour les contrats conclus hors établissement, le consommateur peut exercer son droit de rétractation à compter de la conclusion du contrat.

Dans le cas d'une commande portant sur plusieurs biens livrés séparément ou dans le cas d'une commande d'un bien composé de lots ou de pièces multiples dont la livraison est échelonnée sur une période définie, le délai court à compter de la réception du dernier bien ou lot ou de la dernière pièce.

Pour les contrats prévoyant la livraison régulière de biens pendant une période définie, le délai court à compter de la réception du premier bien.

www.legifrance.fr